



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

**Création d'une réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole
sur la commune d'Essarts-en-Bocage (85)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2020/SGAR/DREAL/520 du 26 août 2020 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-4975 relative au projet de réserve d'eau pour un usage d'irrigation agricole au lieu-dit « La Charrie » sur la commune d'Essarts-en-Bocage, déposée par le GAEC LA CHARRIE et considérée complète le 5 novembre 2020 ;

Considérant que le projet consiste à créer une retenue d'eau au lieu-dit « La Charrie » sur la commune déléguée de L'Oie, commune d'Essarts-en-Bocage, d'une surface de plan d'eau de 1,6 hectare diguée sur trois de ses quatre faces, représentant un besoin de stockage d'un volume de l'ordre de 30 000 m³ d'eau, destinée à l'irrigation agricole et qui nécessite également le raccordement du point de pompage au réseau enterré en place par une canalisation ;

Considérant que le projet s'inscrit en zone A (agricole) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUiH) du Pays de Saint-Fulgent - Les Essarts ;

Considérant qu'à l'exception du tronçon de canalisation à créer qui intersecte la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Forêts et étangs du bas bocage entre Sainte Florence et Les Herbiers », le projet de réserve d'eau n'est pas concerné par un périmètre d'inventaire ou une protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

- Considérant que le terrain d'assiette du projet est constitué d'une parcelle de culture dépourvue de haie et de boisement, située à l'écart de tiers ;
- Considérant que le projet est soumis à déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques ; qu'au regard de ses dimensions, il sera soumis soit à déclaration préalable au titre des dispositions de l'article R.421-23 alinéa f du code de l'urbanisme (exhaussement affouillement inférieur à 2 hectares), soit à permis d'aménager au titre des dispositions de l'article R.421-19 alinéa k du code de l'urbanisme, les exhaussements et affouillements nécessaires portant sur une surface au sol supérieure ou égale à 2 hectares ;
- Considérant que le porteur de projet présente, dans le document de pré-études technique et réglementaire annexé au dossier, la séquence éviter-réduire-compenser, qui l'a conduit à définir une emprise du projet permettant d'éviter une zone humide et des arbres remarquables identifiés au PLUiH ;
- Considérant que les éléments du dossier indiquent que les travaux pour la canalisation d'une centaine de mètres à créer n'induisent pas de suppression de haie ou d'arbre isolé ni de zone humide, et qu'à ce titre ils ne sont pas de nature à porter atteinte à des éléments ayant contribué à la désignation du secteur de la ZNIEFF concernée ;
- Considérant que le dossier indique que l'alimentation de cette réserve d'eau se fera en période hivernale, à partir des eaux de ruissellement du bassin versant intercepté, complété le cas échéant par un prélèvement par pompage dans le cours d'eau ; que dans le cadre de la procédure à conduire au titre de la loi sur l'eau, le maître d'ouvrage devra expliciter les dispositions prises pour garantir le fonctionnement envisagé ; que devra notamment être confirmée la disponibilité réelle de volumes hivernaux sur le secteur envisagé et le fait que le remplissage se fera bien exclusivement lorsque les conditions de débit du cours d'eau seront remplies (cf notamment dispositions 7D5 et 7D6 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021) ;
- Considérant que le maître d'ouvrage apporte, à l'appui de sa demande, les premiers éléments visant à démontrer que son projet respecte la disposition 1E3 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, qui prévoit notamment que *"les plans d'eau [doivent être] isolés du réseau hydrographique, y compris des eaux de ruissellement, par un dispositif de contournement garantissant le prélèvement du strict volume nécessaire à leur usage, et qu'en dehors du volume et de la période autorisés pour le prélèvement, toutes les eaux arrivant en amont de l'ouvrage ou à la prise d'eau, à l'exception des eaux de drainage agricole, [doivent être] transmises à l'aval, sans retard et sans altération"* ;
- Considérant que le projet est situé en zone de répartition des eaux et que le prélèvement sollicité s'intégrera dans le cadre de l'autorisation unique de prélèvement accordée à l'établissement public du Marais Poitevin (EPMP) en sa qualité d'organisme unique de gestion collective (OUGC) du Marais Poitevin ;
- Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole au lieu-dit « La Charrie » sur la commune d'Essarts-en-Bocage est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC LA CHARRIE et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,

Le directeur adjoint,

David GOUTX

2020.12.02

18:32:09 +01'00'

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.
Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.
Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr